

Questions orales

Je pourrais dire, à propos de son désir de liquider l'Énergie atomique du Canada, que nous pourrions peut-être en parler avec l'Hydro Ontario, pour savoir comment cela cadre avec ses plans.

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, une question supplémentaire. Je suis sûr que l'Hydro Ontario et surtout le gouvernement de la province seraient ravis de parler de cela.

Des voix: Oh, oh!

M. Harvey (Edmonton-Est): Nous venons de secouer les chaînes, monsieur le Président. Partout au monde, les industries énergétiques de pointe sont celles qui sont axées sur le soleil, le vent, la biomasse, l'hydrogène, des options pour lesquelles le gouvernement prévoit dépenser moins du tiers de ce qu'il entend donner à une option nucléaire moribonde.

Le président du Conseil du Trésor pourrait-il profiter de l'occasion pour nous dire qu'il y a eu une grave erreur et toute une série d'erreurs typographiques dans le budget des dépenses du ministère de l'Énergie? En fait, les chiffres ont probablement été inversés, en réalité le gouvernement s'apprête à consacrer 177 millions à l'efficacité énergétique et aux énergies de substitution et 55 millions seulement à l'énergie nucléaire.

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Pas du tout, monsieur le Président. J'ai pleinement confiance dans le magnifique travail de mon collègue, le ministre de l'Énergie.

* * *

LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration ou à sa suppléante.

Ces temps-ci, le taux réel de chômage à Terre-Neuve se situe à près de 40 p. 100. En fait, il dépasse 50 p. 100 dans la péninsule de Port-au-Port, dans la région de Saint-Georges et à Baie-d'Espoir.

• (1140)

Les politiques du gouvernement ont entraîné la ruine de ces Terre-Neuviens. Par exemple, en raison de la surévaluation du dollar, les entreprises forestières ont du mal à exporter leur bois, de sorte qu'un grand nombre de bûcherons perdent leur emploi.

Je voudrais demander à la ministre: pourquoi le gouvernement rit-il en fait de la misère de ces gens, en décidant maintenant de retrancher 100 millions de dollars du programme de la Planification de l'emploi?

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Monsieur le Président, je viens de réitérer tout à l'heure l'importance que nous attachions à la formation de nos travailleurs et j'ai aussi rappelé les sommes importantes que nous avons ajoutées à notre régime, justement pour pouvoir accélérer cette acquisition de compétences. Nous sommes convaincus qu'à long terme, ce soit la stratégie à retenir pour faire en sorte que notre travailleur, qui est à la recherche d'un emploi, puisse pouvoir s'adapter aux marchés nouveaux et aux besoins nouveaux de l'industrie. C'est pourquoi nous travaillons aussi en collaboration avec cette commission que nous avons mise en place et qui recommande à notre ministère quelles sont les priorités. J'ose croire, parce que je viens moi aussi d'une région qui a un taux de chômage que je trouve encore trop élevé, qu'enfin l'on pourra trouver les solutions qui s'imposent aux niveaux économique et social.

[Traduction]

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, c'est peut-être là la réponse la plus gentille et la plus aimable que j'aie entendue depuis longtemps, mais elle n'avait pas grand-chose à voir avec ma question.

J'ai dit à la ministre et je le répète une fois de plus: il y a une réduction des fonds. Je lui demande d'examiner le budget. Elle parle d'une augmentation, alors que je parle d'une réduction. Le budget dit clairement que le programme a été réduit de 100 millions de dollars.

Comment peut-elle rester là sans broncher et dire qu'il s'agit là d'une augmentation? Ne se rend-elle pas compte que, l'année dernière également, le même programme a été réduit de 100 millions de dollars?

Quand va-t-elle enfin voir la réalité en face, comme nous tous, et répondre à la question? Pourquoi cette réduction? Pourquoi maintenant? Riez-vous de ces gens?

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Non, monsieur le Président, nous ne rions pas des travailleurs qui sont à la recherche d'un emploi. Oui, nous essayons de trouver les formules qui s'imposent, comme gouvernement. Et oui, nous avons eu la responsabilité et le courage de changer ce Régime d'assurance-chômage en un régime actif qui pourra permettre enfin aux travailleurs de pouvoir acquérir les compétences qui s'imposent pour pouvoir justement répondre à cette nouvelle structure économique. Nous mettons en place via les autres ministères des mesures structurantes. Oui, nous y arriverons, mais nous devons y travailler avec acharnement.